



Liberté . Égalité . Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE L'OISE

Arrêté complémentaire levant l'obligation de garanties financières pour la carrière de granulats alluvionnaires exploitée sur le territoire de la commune de Fouquénies par la société Carrières Chouvet

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévues à l'article R.516-2 du code de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 10 février 1998, 9 février 2004 et 24 décembre 2009 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 1975 autorisant M. Jacques Chouvet à exploiter, pour une durée de 9 ans, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune de Fouquénies, lieux-dits "les Prés de Voleur", "Pâture de Montmille", parcelles cadastrées section B n° 204 à 208, 285 et 286 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 avril 1984 autorisant M. Jacques Chouvet à poursuivre, pour une durée de 7 ans l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Fouquénies, lieux-dits "les Prés de Voleur", "Pâture de Montmille", parcelles cadastrées section B n° 204 et 285 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 décembre 1985 donnant acte à M. Jacques Chouvet de sa déclaration partielle de fin de travaux du 3 septembre 1985, concernant les parcelles cadastrées section B n° 205 à 208 et 286, aux lieux-dits "les Prés de Voleur", "Pâture de Montmille", sur le territoire de la commune de Fouquénies ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1990 autorisant M. Jacques Chouvet, Gérant de la SARL Carrières Chouvet, route de Villers-sur-Thère 60510 Therdonne à poursuivre l'exploitation de la carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Fouquénies, aux lieu et place de M. Jacques Chouvet, responsable de l'entreprise Chouvet ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 1991 autorisant la société Carrières Chouvet à poursuivre l'exploitation sur le territoire communal de Fouquénies d'une carrière de sables et graviers, pour une durée de 9 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1993 de déclaration d'utilité publique au profit de la ville de Beauvais des travaux rendus nécessaires du fait de l'implantation du captage sis lieu-dit "les Prés de Voleur" sur le territoire de la commune de Fouquénies ;

Vu le récépissé de déclaration du 15 septembre 1994 relatif au changement de raison sociale de l'entreprise Chouvet ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2000 renouvelant à la société Carrières Chouvet, dont le siège social est établi Route de Villers-sur-Thère – 60510 Therdonne, l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de granulats alluvionnaires sur le territoire communal de Fouquénies, lieux-dits "Les Prés de Voleur" et "Pâturage de Montmille", parcelles cadastrées section AE n° 21c(p), 26c, 26d(p), dont le réaménagement conduira à la création de deux plans d'eau ;

Vu la déclaration de fin de travaux, enregistrée à la direction départementale des territoires de l'Oise le 12 octobre 2012, souscrite par la société Carrières Chouvet relative à l'exploitation de la carrière de granulats alluvionnaires sur le territoire de la commune de Fouquénies ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 mai 2013 relatif à la déclaration de fin de travaux produite par la société Carrières Chouvet pour la carrière de granulats alluvionnaires de Fouquénies, lieux-dits "Les Prés de Voleur" et "Pâturage de Montmille", parcelles cadastrées section AE, n° 21c(p), 26c et 26d(p)

Vu le projet d'arrêté adressé le 4 juillet 2013 à la société Carrières Chouvet qui, par courriel du 5 juillet 2013 n'a émis aucune observation ;

Considérant l'article R.516-5 du code de l'environnement susvisé qui dispose en particulier que l'obligation de garanties financières des sites de carrières remis en état est levée par arrêté préfectoral adopté dans les formes prévues à l'article R.512-31 de ce même code ;

Considérant que la société Carrières Chouvet a cessé l'exploitation de la carrière de granulats alluvionnaires sur le territoire de la commune de Fouquénies et qu'elle a déclaré avoir remis en état les lieux conformément aux dispositions fixées à l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2000 susvisé ;

Considérant que la visite de récolement conduite sur le site par l'inspection des installations classées le 17 mai 2013 a montré que la remise en état des lieux opérée par la société Carrières Chouvet répond aux exigences édictées à cette fin à l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2000 susvisé ;

Considérant que la remise en état des lieux de la carrière de granulats alluvionnaires de Fouquénies a fait l'objet du procès-verbal de récolement du 23 mai 2013 de l'inspecteur des installations classées ;

L'exploitant entendu ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

Pour la carrière de granulats alluvionnaires exploitée sur le territoire communal de Fouquénies, lieux-dits "Les Prés de Voleur" et "Pâturage de Montmille", parcelles cadastrées section AE, n° 21c(p), 26c et 26d(p) par la société Carrières Chouvet dont le siège social est implanté Route de Villers-sur-Thère – 60510 Therdonne, l'obligation de garanties financières prescrite à l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2000 susvisé est levée.

### **Article 2** :

La présente décision prend effet dès sa notification.

**Article 3 :**

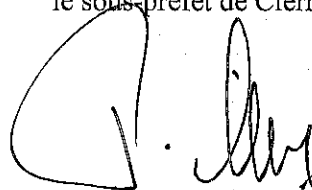
En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour la pétitionnaire et d'un an à compter de l'affichage pour les tiers.

**Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des territoires de l'Oise, le maire de la commune de Fouquénies, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Beauvais, le 10 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général absent  
le sous-préfet de Clermont



Patrick COUSINARD

**Destinataires**

Monsieur le directeur de la société "Carrières Chouvet"

Monsieur le Maire de Fouquénies

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

